

solidarité avec le peuple grec

1 500 MANIFESTANTS A PARIS CONTRE MAKAREZOS

Répondant à l'appel de la Ligue Communiste, des Etudiants Socialistes Unifiés et des groupes maoïstes, 1.500 militants ont manifesté, vendredi 7 juin, de la gare Saint-Lazare au métro Anvers, aux cris de « Makarezos assassin, peuple grec vaincra ! ». Initialement, la manifestation devait se diriger par la rue Auber vers la place de l'Opéra où se dressent les locaux de l'Olympic-Air-Ways, agence de voyage grecque, appartenant au milliardaire Onassis. Mais, indiscretion ou coïncidence, de très importantes forces de police se trouvaient concentrées dans le secteur : 3 compagnies de gardes mobiles dans la cour du Louvre ; 2 compagnies de C.R.S. à Richelieu-Drouot ; 2 compagnies de C.R.S. rue Auber devant l'American-Express. Sur la place de l'Opéra, un command-car C.R.S. à deux étages réglait le dispositif. Surpris par le déploiement d'un tel comité de réception, les organisateurs de la manifestation décidèrent de mettre le cap sur le Nord parisien, nettement moins encombré. A l'heure dite, 18 h. 40, les militants venus par groupes restreints de nombreux points de rendez-vous secondaires, forment cortège dans la cour du Havre, derrière une nuée de drapeaux rouges. La manifestation démarre presque immédiatement, sans réaliser les cinq minutes traditionnelles de sur-place qui permettent de récupérer les retardataires. Plusieurs centaines de manifestants seront ainsi "perdus". A cela il n'est point de parade : lorsque le dispositif policier suggère que le lieu de la manifestation a été éventé, on ne peut pas courir le risque de stationner dans la gueule du loup. A une manifestation semi-clandestine, il faut arriver à l'heure. A 18 h. 45, d'ailleurs, les C.R.S. sont sur les lieux, venus de la place Saint-Augustin à la poursuite du cortège. Mais celui-ci a déjà bifurqué vers la place Clichy, suscitant derrière lui d'inextricables embouteillages. A 19 h. 20, devant le lycée Jacques-Decour, les manifestants se disperseront avant l'arrivée des forces de police. Ayant parcouru sans « objectifs » un trajet arbitraire, les militants resteront quelque peu sur leur faim. On ne manifeste pas toujours où l'on veut ! A moins d'être beaucoup plus forts et beaucoup, beaucoup mieux préparés...

LUTTONS AVEC LE PEUPLE GREC

Camarades, Le colonel Makarezos, 3^e dirigeant de la junte militaire grecque a séjourné à Paris du 4 au 6 juin sur invitation de M. Messmer, ministre des armées. Le colonel vient marchander l'achat d'armes indispensables aux fascistes grecs pour le maintien de leur domination et de leur oppression. Déjà la "coopération" entre l'impérialisme français et les colonels fantoches d'Athènes s'est développée dans plusieurs domaines : des prêts importants ont été accordés, des unités navales militaires (4 vedettes lance-missiles mer-mer...) ont été offertes, les intérêts du grand capital français en tant que second investisseur après les U.S.A. sont énormes...

La junte militaire fasciste qui a pris le pouvoir comme agent direct de l'impérialisme américain et des monopoles grecs et étrangers essaye maintenant de "louvoyer". En effet, la haute bourgeoisie grecque étant divisée en diverses fractions hostiles luttant pour l'hégémonie politique (royalistes, Karamanlistes, Papandrèistes...) la junte n'ayant d'autre part aucun soutien populaire, elle est totalement isolée sur le plan intérieur, elle cherche donc désespérément l'appui de n'importe quel clan impérialiste.

Ainsi en vendant aux monopoles français la richesse naturelle du pays (Péchiney, Dassault...) en leur offrant le nom de la Grèce comme prête-nom pour pénétrer dans les pays du tiers-monde (Afrique...) en leur achetant des armes, les tortionnaires d'Athènes "intéressent" l'impérialisme français afin de gagner son appui direct.

De cette manière, utilisant certaines contradictions inter-impérialistes la junte diversifie ses appuis et peut marchander plus facilement avec les maîtres américains son maintien au pouvoir.

Le grand capital français devient l'appui de divers régimes fascistes en quête de parrainage. Après Franco, c'est les colonels. Le soutien à l'exploitation et la répression à l'extérieur ne peut qu'aller de pair avec l'exploitation et la répression à l'intérieur. Le combat révolutionnaire et anti-impérialiste grec rejoint le combat des révolutionnaires français. - Luttons contre les accords néo-colonialistes entre l'impérialisme français et le fascisme grec. Pour la solidarité de lutte entre nos deux peuples. A bas la complicité des monopoles français et des colonels. Faisons de la visite de Makarezos une giffe aux colonels et à leurs suppôts locaux. -

Tract signé par :

Le Comité des Résidents de la Cité Universitaire de Paris.

Les organisations étudiantes jointes à une commission intersyndicale de la région de Rosario, composée des deux C.G.T. (la « dialoguiste » et celle des Argentins), organisèrent une grande manifestation pour le mercredi 21. Participaient à la mobilisation plus de vingt mille ouvriers, étudiants, qui avec l'appui et la sympathie de la population, luttèrent pendant des heures contre la police jusqu'à ce que celui-ci, impuissant à maîtriser la situation, se réfugia dans son quartier général. Au cours des combats, la police abattit d'une balle un jeune de 15 ans, Blanco.

A 2 heures, au matin du 22 mai, l'armée et la gendarmerie intervinrent et instituèrent l'état de siège à Rosario, avec autorité militaire et conseils de guerre pour juger le peuple, procédant à des condamnations allant d'un an de prison jusqu'à la peine de mort.

Le vendredi 22 mai, les deux C.G.T. de Rosario appelèrent à une grève de 24 heures qui fut totale malgré les menaces de l'armée. Il s'ensuivit des mobilisations de masse dans tout le pays et dans cette même ville de Rosario, les conseils de guerre condamneront plus de trente personnes parmi lesquelles trois camarades de la section argentine de la IV^e Internationale, condamnés à plus d'un an et demi de prison.

Onganía décréta que les responsables des « désordres », où qu'ils se trouvent, seraient jugés par des conseils de guerre, il menaçait même d'interdire les syndicats qui appelaient leurs adhérents à la grève.

Sans reculer devant la répression, les organisations ouvrières et étudiantes appelèrent à une grève générale pour le vendredi 30, précédée par des manifestations de masse pour le jeudi 29.

LE MOUVEMENT ETUDIANT EN FERMENTATION

Avant de poursuivre la relation des événements, il est nécessaire de faire une rapide description des principales tendances du mouvement étudiant argentin. La F.U.A. (Federación Universitaria Argentina) est l'organisation la plus importante au niveau national. Elle est dirigée par le P.C.R. qui est une organisation issue d'une scission du P.C. Au niveau des solutions de pouvoir, ce courant se prononce pour un « gouvernement populaire avec hégémonie de la classe travailleuse ». Ce qui est dans la logique d'une analyse insuffisante de la réalité argentine qui le conduit à affirmer qu'il existe de grands domaines féodaux à la campagne, ce qui l'entraîne à tenter de sortir de leurs cendres, et de façon déformée, les hypothèses que Lénine formulait en 1905 sans les réévaluer à la lumière des événements ultérieurs. Le P.C.R. traverse une crise, tiraillé par ses différentes tendances qui vont du foquisme à l'opportunisme du genre P.C.

Une autre organisation étudiante porte le nom de F.E.N. (Frente Estudiantil Nacional), tendance liée à la C.G.T. rebelle elle se proclame péroniste. Cette tendance a pris des positions aventuristes au cours des dernières mobilisations, appelant les étudiants à des concentrations de masse sans tenir compte des conditions minimales de sécurité et sans poser le problème de l'auto défense organisée.

A Cordoba, Santa Fe et Corrientes, des forces sont regroupées dans l'U.N.E. (Union Nacional de Estudiantes) qui de l'intégrisme, courant chrétien réactionnaire, a évolué vers le christianisme de gauche et s'est finalement ralliée au programme de la C.G.T. rebelle. Les partis de gauche qui se réclament du marxisme-léninisme militent dans la F.U.A. Le secteur étudiant de la section argentine de la IV^e Internationale milite dans la F.U.A. avec pour objectif la construction d'une organisation de masse à direction anti-impérialiste et anti-capitaliste.

A la suite de la relation des événements, le 29 mai se succédèrent les manifestations, spécialement à Cordoba et à Tucuman. A Cordoba, des milliers de manifestants ouvriers et étudiants affrontent la police qui est incapable de rester maître du terrain. Finalement, c'est l'armée qui intervient à coup d'armes automatiques et même d'artillerie. Malgré le quadrillage militaire et l'état de siège, se formèrent des groupes qui élevèrent des barricades et luttèrent vigoureusement contre les forces répressives. L'armée investit le siège du syndicat des industries mécaniques et arrête plus de cinquante personnes qui s'y trouvaient en réunion. Un certain nombre de franc-tireurs harcelaient l'armée depuis les toits. Malgré l'arrivée de nouveaux renforts de troupe la lutte se prolongea jusqu'au dimanche. Selon la presse, le bilan fut de trente morts, de dizaines de blessés, de dizaines de prisonniers qui furent jugés par les conseils de guerre. Le vendredi 30 mai, la grève fut suivie à 90 % dans tout le pays, affectant l'industrie, les transports, les services publics et le commerce.

Au cours des jours suivants, le gouvernement momentanément débordé par les développements de la situation, accentua la répression.

PERSPECTIVES DE LA LUTTE ARMEE

Même si en ce moment le gouvernement paraît maître de la situation, en fin de compte, tous les événements le minent. Déjà, la lutte de tendance au sein du gouvernement s'est aiguisée et a entraîné des changements de portefeuilles ministériels. Par ailleurs, si la répression paraît parvenir aujourd'hui à maîtriser les troubles, cela ne pourra durer éternellement.

Si la mobilisation étudiante contre le prix des restaurants universitaires a été le détonateur d'une série de mobilisations populaires, elle est le signe de la profonde crise structurelle et conjoncturelle que traverse le pays, et qui est un élément de la crise que traverse l'Amérique latine tout entière. Le gouvernement est impuissant à donner la plus petite solution aux problèmes économiques qui se posent aux masses laborieuses (problèmes dérivés de la concentration monopoliste qui ne se résolvent pas par le remplacement d'un gouvernement bourgeois par une autre équipe bourgeoise). Liés à cela le mécontentement populaire et la haine du gouvernement ne font que croître.

Ces luttes, sans aucun doute, élèvent le niveau de conscience des masses et assignent à l'avant-garde révolutionnaire la tâche d'élaborer de nouvelles méthodes d'organisation et de lutte armée. Si la grève du vendredi 30 mai fut anti-dictatoriale, (augmentation des salaires, contre la répression policière), l'avant-garde se doit d'élever les luttes à un niveau anti-impérialiste et aussi anti-capitaliste.

Il faut intégrer la lutte armée dans la pratique quotidienne d'agitation et de propagande.

Il faut intégrer la lutte armée dans sa pratique quotidienne l'organisation capable de combattre le pouvoir de l'impérialisme et de ses valets nationaux, au travers d'une guerre prolongée, seul chemin pour le pouvoir ouvrier en Argentine et dans toute l'Amérique latine.

- El Combatiente -



la répression

Le tribunal militaire d'Athènes a condamné lors du procès des 19 et 20 mai derniers les militants d'un groupe trotskyste idéologiquement favorable à la IV^e internationale : l'organisation communiste internationaliste de Grèce qui édite le Mensuel ronéotypé « Spartacus » et distribue des tracts contre la dictature. Au cours de l'audience les principaux accusés ont accusé le régime militaire, ils ont dénoncé les tortures et ont courageusement affirmé leurs convictions politiques contre la dictature et l'état capitaliste, pour la révolution socialiste, de militants trotskystes de la IV^e internationale. Le tribunal a infligé de lourdes peines aux accusés :

- Théodosis THOMADAKIS, ouvrier mécanicien, prison à perpétuité ;

- Panayotis DOUMAS, employé des eaux, prison à perpétuité ;

- Sofronis PAPADOPOULOS, ouvrier du bâtiment, prison à perpétuité.

(Le tribunal a condamné aussi NICAS (prison à perpétuité) TZORTZORIAN (20 ans), ICONOMIDOU (20 ans).)

nouvelles menaces sur notre camarade hugo blanco

Contrairement à ce que relatait le journal « Le Monde » récemment, notre camarade Hugo Blanco n'est plus susceptible d'être déporté aux confins de la jungle amazonienne, au camp du SEPA, comme nous le rapportions dans « Rouge » n° 16 en date du 16 avril.

La junte militaire du général Velasco a finalement estimé qu'il n'était « pas question d'envoyer un guerrillero au SEPA parce qu'il pourrait s'en évader ». Actuellement, alors que l'administration pénitentiaire essaye de se débarrasser de la colonie pénitentiaire de l'île du Fronton, qui a connu une publicité à la mesure des atrocités qui s'y déroulaient, les dirigeants péruviens pensent profiter du mouvement de redistribution dans les différentes prisons du pays des 3.000 détenus réduits à l'état de survie, pour envoyer Hugo Blanco, seul, à l'île de San Lorenzo, petite île voisine de celle du Fronton où ne se trouve qu'un fortin militaire renfermant une poignée de détenus militaires.

Lié à l'acharnement continu des milieux dirigeants à liquider Blanco, son passage de l'administration pénitentiaire à l'autorité stricte militaire a toutes les chances d'équivaloir à sa disparition prochaine, son nouveau régime de détention ne s'accommodant plus des visites et du courrier qui furent pendant toute une période les garants contre les manœuvres de la réaction pour faire disparaître discrètement notre camarade.

